

Conférence de presse du président de la République, François Hollande

« *La reconquête de notre avenir* »



N° 670
DU 17 AU 23 NOVEMBRE 2012

1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Olivier Faure

• CO-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION •

Valerio Motta • RÉDACTRICE EN CHEF

Stéphanie Platat • RÉDACTRICE EN CHEF

ADJOINTE Charlotte Collonge (76 58) •

PHOTO • Mathieu Delmestre • Philippe

Grangeaud • MAQUETTE Florent Chagnon

(79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)

Saint-Mandé

• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223

• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité

par Solfé Communications,

tiré à 27 500 exemplaires

L'AGENDA

17 novembre
► *Conseil national*



Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

« Constance, cohérence, confiance »

Il s'était engagé à rendre compte de son action devant les Français tous les six mois, le président de la République François Hollande a donc tenu mardi dernier sa première conférence de presse depuis son élection. Dans la salle des fêtes du Palais de l'Élysée, il a fait la démonstration que la politique du gouvernement était *« une réponse cohérente et forte à la situation du pays »*. *« Je crois en deux vertus, a-t-il affirmé, la vérité, le redressement du pays prendra du temps, et la clarté, l'engagement sera respecté. »*

Les défis de la France

« *La situation du pays est grave* », c'est ainsi que François Hollande a débuté son explication. La gauche au pouvoir hérite d'une France défaite : une dette alourdie de 600 milliards d'euros, un chômage en constante augmentation, une croissance à l'arrêt, une perte de compétitivité et un véritable décrochage productif. « *Une alternance change le pouvoir mais ne change pas la réalité* », a-t-il conclu. C'est pourquoi il s'est fixé trois défis majeurs : la réorientation de l'Europe, le désendettement de la France et la relance de la compétitivité économique. « *La seule question qui vaille est celle de l'état de la France dans cinq ans* », a-t-il ponctué, demandant à être jugé sur sa capacité à redresser la croissance et réduire le chômage.

Réorientation de l'Europe

Le président de la République a rappelé que le premier rendez-vous européen du 28 juin dernier avait permis d'instaurer une nouvelle donne en Europe, avec le pacte de croissance et le mécanisme de stabilité. Celui du 18 octobre a vu la naissance de l'union bancaire avec notamment l'instauration de la taxe sur les transactions financières tant attendue. « *Elle verra le jour début 2013, pour faire face à la finance et financer le développement.* » François Hollande a assuré la Grèce « *du soutien qui lui est dû* » pour en terminer « *avec les doutes sur l'intégrité de la zone euro* ». Il a prôné une Europe « *de la solidarité* » face à « *l'Europe de l'austérité sans fin* ». Sur la relation franco-allemande, le président s'est montré ferme : « *Notre relation n'est pas fondée sur des leçons de sérieux ou de solidarité, sinon sur des leçons de l'Histoire.* » Revenant sur sa conception de l'Europe à plusieurs vitesses, il a plaidé pour que la possibilité soit offerte à certains pays d'aller plus vite que d'autres, « *sur la taxation financière par exemple.* »

Désendettement de la France

« *Pour que la France pèse, il faut que ses comptes soient rétablis et sa compétitivité renforcée. Aujourd'hui notre crédibilité est assurée* », a déclaré François Hollande. Première victoire, depuis six mois, les taux d'intérêt sur la dette publique de la France ont baissé. L'audit Migaud sur les perspectives des dépenses publiques a conclu à la nécessité de trouver 30 milliards d'euros en 2013. Cette nécessité, pour assurer les 3 % de déficit, est inscrite dans la loi de finance de 2013. Des efforts inédits ont été demandés, notamment sur la réduction de la dépense publique estimée à 12 milliards par an (50 milliards sur cinq ans). « *Mais ces efforts ont été compensés par deux principes* », a rappelé François Hollande, la justice et la défense de l'emploi. « *Ce n'est pas une mise en accusation de ceux qui ont le plus, a-t-il expliqué, ce n'est pas une spoliation de demander une solidarité. La justice permet de vivre ensemble, et de rassembler toutes les forces pour redresser notre pays.* »

Relance de la compétitivité économique

« *La décrochage productif est le mal français*, a diagnostiqué le président, *y répondre c'est la meilleure façon de dire aux ouvriers que nous sommes de leur côté, par rapport aux désastres humains que sont les délocalisations, les fermetures de site.* » En réponse, un rapport a été commandé à Louis Gallois. « *Nous proposons un pacte pour rassembler le pays autour de son avenir*, a défini François Hollande, *donner de la visibilité aux chefs d'entreprise, aux salariés, de la stabilité aux investisseurs et de la confiance aux consommateurs et aux épargnants.* » Pour produire plus et mieux en France, le gouvernement

a donc créé la banque publique d'investissement et s'est livré à « *un exercice de vérité sur le coût du travail* ». Un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros a donc été octroyé, « *ce n'est pas un cadeau, c'est un levier, c'est un pacte de confiance pour préférer l'investissement à la distribution de dividendes* », a-t-il argumenté rappelant les contreparties demandées aux entreprises (comme la présence de salariés aux Conseils d'administration et l'évaluation par les partenaires sociaux du dispositif). Le président est ensuite revenu sur la refonte des taux de TVA applicable au 1^{er} janvier 2014, le taux à 19,6 passant à 20 %, celui des produits de première nécessité baissant de 5,5 % à 5 % et celui de la restauration désormais fixé à 10 %. Fin du « *feuilleton français* ».

Réformes structurelles

Le président de la République a fixé le cap du quinquennat, revenant en détail sur les réformes structurelles à venir : réforme des banques, « *pour remettre la finance à sa place* », fiscalité énergétique « *pour responsabiliser les comportements* », « *Toute ma stratégie*, a-t-il martelé, *est une mobilisation contre le chômage. Les Français sont sceptiques, tout a été dit mais tout n'a pas été tenté.* » Il est ainsi revenu sur les postes dans l'Éducation nationale, sur les emplois d'avenir (150 000 en 2014), les contrats de génération « *qui ont recueilli un accord unanime des partenaires sociaux* », la négociation sur la sécurisation des parcours professionnels. Sur la moralisation de la vie politique, le président a réaffirmé faire siennes les conclusions du rapport remis par Lionel Jospin et qui seront traduites dès le début 2013.

Réformes sociétales

Interrogé sur son esprit de rassemblement, le président a rappelé : « *Je ne suis pas l'élu d'une fraction. Je dois m'adresser à tous quelque soit leur vote.* » Ainsi sur le mariage pour tous, il a entendu le souhait de certains d'avoir suffisamment de temps pour débattre. Sur le droit de vote des étrangers non-communautaires, il a rappelé ses engagements. « *Le texte sera déposé que si la perspective de son adoption est assurée. Je prendrai mes responsabilités.* »

Politique étrangère

La France par la voix de François Hollande reconnaît la coalition nationale syrienne, née à Doha le 12 novembre dernier, « *comme la seule représentante du peuple syrien et donc comme le futur gouvernement provisoire de la Syrie démocratique* ». François Hollande n'envisage une intervention sur le sol syrien « *que si le Conseil de sécurité de l'ONU en décide* ». Sur le Mali, il a répété « *en aucun cas la France n'interviendra elle-même* », sur le sort des six otages français détenus au Sahel, le président a rappelé que la France faisait tout « *pour que les ravisseurs comprennent que c'est le moment de les libérer.* »

« J'ai fait le choix du redressement, je ne prépare pas une réélection, je prépare le sort d'une prochaine génération, a conclu le président de la République. Notre République a du ressort. Rassembler est mon devoir, ensemble nous devons faire nation, faire bloc dans un moment particulier sur nos valeurs. Le déclin n'est pas notre destin. Ma seule boussole c'est la justice. »

La bataille de l'emploi

Quand on lui demande de se souvenir de la signature de son premier contrat de travail, Michel Sapin, ministre du Travail, se rappelle son émotion quand il a passé le concours qui l'a fait entrer au service de l'État, « pour finalement 30 ans de ma vie ». C'est une émotion identique et belle qu'ont ressentie les sept jeunes de la Nièvre qui ont signé leur contrat d'avenir lundi dernier signifiant ainsi leur entrée réelle sur le marché du travail. « On les voyait, explique le ministre, mettre beaucoup d'application dans leur signature » pour mieux retenir l'instant tant attendu et partagé pour certains avec leurs parents. Le ministre du Travail avait fait le déplacement pour parrainer ces signatures tout en s'efforçant de déridier les nouveaux embauchés passablement impressionnés par le moment.

Des petits boulots, des stages, des contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), des remplacements, ces jeunes ont connu le marché du travail dans tout ce qu'il a de plus précaire. Grâce aux emplois d'avenir, ils ont trouvé un employeur, un métier et une branche qui leur conviennent, et de quoi muscler une formation souvent avortée dès la fin du collège. 380 jeunes de la région pourront bénéficier de ces contrats d'avenir, engagement 34 du candidat François Hollande à l'élection présidentielle. « Tout ce qui a été engagé a pour objectif de permettre à la jeunesse de prendre son destin en main, d'accéder à l'emploi, d'accéder au logement, de fonder une famille s'ils le souhaitent, de trouver les conditions d'un épanouissement personnel et collectif », a déclaré Jean-Marc Ayrault lors de la signature des premières conventions d'engagements pour les emplois d'avenir à Matignon le 30 octobre dernier.

« Sans ce dispositif, explique cette dirigeante d'un centre social faisant de l'aide à domicile dans la Nièvre, je n'aurais jamais pu garder Élodie et pourtant j'ai besoin de ses services. » Et Élodie

n'aurait jamais pu s'installer dans sa vie d'adulte. « C'est une des premières grandes lois de ce quinquennat, a déclaré Christian Paul, député de la Nièvre, une grande partie de la jeunesse de ce pays a l'impression que le monde des adultes n'a pas fait assez pour elle, les contrats d'avenir sont une réponse notamment en milieu rural où on trouve des jeunes motivés qui ont envie de travailler sur le territoire ». Florian va travailler pour la communauté de communes des Portes du Morvan dans les métiers de l'environnement, Nicolas se spécialisera dans l'assainissement, Cyrille dans les espaces verts, quant à Yannick qui a « travaillé à droite et à gauche », il sera employé trois ans à la mairie de Château-Chinon et se formera dans un premier temps à la conduite d'engins. « Il y a une urgence, plus que tout le reste, c'est enrayer le chômage des jeunes, qui est insupportable pour le jeune, pour sa famille et pour le territoire, explique Michel Sapin, par les emplois d'avenir, les jeunes vont pouvoir reprendre confiance en eux et en l'autre, avoir une discipline et des devoirs par rapport à l'employeur, parce que c'est un vrai travail. Et en retour il y a une exigence de formation. Cette exigence n'est pas là pour embêter les jeunes, ou pour les renvoyer à l'école, elle leur donne un vrai avenir. » Au final, l'objectif est de parvenir à la signature de 100 000 emplois d'avenir en 2013 au niveau national et d'atteindre le chiffre de 150 000 à compter de 2014.



Le 8 novembre, le président François Hollande assistait à Chelles, en Seine-et-Marne, à la signature des premiers emplois d'avenir. En tout 100 000 emplois d'avenir devraient être signés en 2013. Il s'agit de CDI ou de CDD d'une durée de trois ans et de contrats aux 35 heures.

Les emplois d'avenir s'adressent :

- aux jeunes de 16 à 25 ans (jusqu'à 30 ans pour les travailleurs handicapés), sans emploi, sans diplôme ou titulaire d'un CAP/BEP en recherche d'emploi depuis au moins six mois dans les 12 derniers mois, ou à titre exceptionnel pour les jeunes à Bac+3 résidant dans les zones prioritaires en recherche depuis plus de 12 mois sur les 18 derniers mois.
- L'aide de l'État est comprise entre 35 et 75 % du Smic brut suivant le secteur d'embauche.
- Les missions locales, le Pôle emploi ou les Cap emploi mettent en relation les jeunes et les employeurs.
- L'employeur a une obligation de formation envers le jeune qu'il embauche.

SUR MA PILE



« PMF » à l'honneur. À l'occasion du 30^e anniversaire de sa disparition et du 80^e anniversaire de sa première élection comme député de l'Eure en mai 1932, un livre et une exposition sont consacrés à Pierre Mendès France. Le

musée de Louviers, dont il a été maire de 1935 à 1939

puis de 1953 à 1958, a décidé de commémorer cette figure majeure de la vie politique française. À travers une rétrospective de sa vie, l'exposition retrace ses premiers engagements, sa conduite durant la guerre dans les rangs de la France libre, après son éviction des prisons de Vichy, son action comme président du Conseil de 1954 à 1958, mais aussi son opposition à la V^e République et ses derniers combats. L'exposition fera également l'objet d'une édition comportant sept textes rédigés par des membres de son comité scientifique.

► Éditions Point de vues, 220 pages, 24 euros



Spécial Élysée

Jean-Marc Ayrault, Premier ministre
14/11/12

« Ce qui est essentiel et qu'a rappelé le président de la République, c'est que la France n'est pas n'importe quel pays. C'est un grand pays qui a une culture, une histoire et un modèle social. Aujourd'hui ce modèle social est en danger. Il y a beaucoup de choses à corriger, à changer, à moderniser et à réformer. La France doit reprendre sa liberté et son autonomie. »

Harlem Désir, Premier secrétaire
du Parti socialiste, 13/11/12

« Les Français ont vu aujourd'hui un président de la République déterminé à redresser le pays, qui refuse la fatalité du déclin de la France et qui dit la vérité sur la crise aggravée par dix ans de politiques irresponsables de la droite. Le président de la République a fait le choix du courage et de la vérité sur la situation du pays comme sur les réformes engagées. Il a indiqué aux Français un cap et une direction clairs : tout faire pour rétablir la croissance et reconquérir l'emploi. Le PS est fier des engagements tenus en six mois et de l'action menée pour le redressement budgétaire, la réorientation européenne et le pacte pour la compétitivité. Plus que jamais, le PS se tient aux côtés du gouvernement et le soutient dans le combat pour le redressement de la France dans la justice. »

David Assouline, porte-parole du PS
14/11/12

« François Hollande a montré qu'il sait où il veut mener le pays avec comme objectif l'emploi. Il a remis en perspective ce qui a été fait par rapport à cet objectif qui est majeur pour les Français et tout ce qu'il faut faire pour remettre le pays sur des rails, redresser notre économie et donc créer de l'emploi. »

Croissance, compétitivité, emploi le nouveau modèle français

Stimuler la compétitivité des entreprises

Crédit d'impôt
pour la compétitivité
et l'emploi :

20 MILLIARDS
D'EUROS



**2 représentants
des salariés**
dans les conseils d'administration
ou de surveillance



Renforcement
de la politique de
soutien à l'innovation
au sein des entreprises

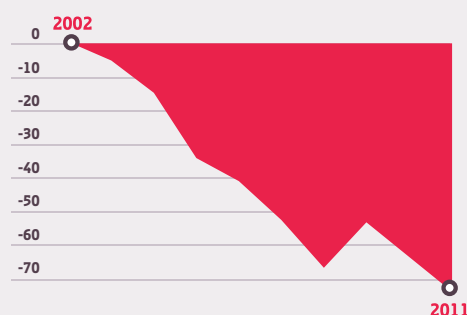


Financement et accompagnement
des petites et moyennes entreprises par
la banque publique d'investissement



Stabilisation des dispositifs fiscaux
pour l'investissement
et la vie des entreprises

Renforcer l'attractivité de la France



En 10 ans, **la droite a miné
la balance commerciale** de la France



**Création
de la marque
France** gage
de qualité à
l'exportation

Respect des principes
de **juste échange**
entre l'Union européenne
et les autres pays :

- 1 préservation de l'emploi
- 2 réciprocité
- 3 exigence sociale
- 4 exigence environnementale

Maintien de la qualité et de la performance
de nos infrastructures de transports et d'énergie



1 000 entreprises accompagnées
par la banque publique
d'investissement dans leur
croissance à l'international

Assurer aux jeunes un avenir dans l'emploi

**500 000 jeunes
en apprentissage**
dans les petites et moyennes
entreprises d'ici 2017



Création du
**service public
de l'orientation
professionnelle**

Création de
**500 000 contrats
de génération**
à partir de 2013
pour permettre
l'embauche en CDI
de jeunes formés
par un senior
lui-même maintenu
dans l'emploi
jusqu'à son départ
en retraite



Mise en place de **150 000 emplois d'avenir**
dont 100 000 dès 2013 pour faciliter l'insertion des jeunes